



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Distr.: LIMITEE

E/ECA/ATRCW/ARCC.XIII/92/5  
8 avril 1992

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième réunion du Comité régional africain  
de coordination pour l'intégration de la femme  
au développement (CRAC)

Addis-Abeba (Ethiopie), 8 - 10 avril 1992

**RAPPORT DE LA REUNION SPECIALE D'EXPERTS CHARGEE  
D'ETUDIER LES MODALITES DE CREATION D'UNE ASSOCIATION  
REGIONALE DES FEMMES-ENTREPRENEURS**

NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième réunion du Comité régional africain  
de coordination pour l'intégration de la  
femme au développement

Addis-Abeba (Ethiopie), 8-10 avril 1992

PROMOTION DES CAPACITES D'ENTREPRISE  
DES FEMMES AFRICAINES

Rapport de la réunion spéciale d'experts chargée d'étudier  
les modalités de création d'une association régionale  
des femmes-entrepreneurs  
tenue

à Nairobi (Kenya) du 22 au 25 octobre 1991

La réunion spéciale d'experts chargée d'étudier les modalités de création d'une association régionale des femmes-entrepreneurs s'est tenue à Nairobi du 22 au 25 octobre 1991 au Kenyatta International Conference Centre. Elle était organisée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Treize experts provenant du milieu des affaires et de l'industrie ainsi que des femmes de divers secteurs de développement ont assisté à la réunion à titre individuel. Il y avait également des observateurs de l'Ethiopie, du Kenya et du Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants. La liste détaillée des participants figure à l'Annexe IV du présent document.

# 1. Cérémonie d'ouverture (point 1 de l'ordre du jour).

La réunion spéciale d'experts a été officiellement ouverte par Mme Bonareri Oeri, Présidente du bureau des femmes du Kenya. Durant la cérémonie d'ouverture, des allocutions ont été prononcées par Mme Bonareri Oeri et Mme Mary Tadesse, Chef du Centre africain de formation et de recherche pour la femme de la Commission économique pour l'Afrique (CEA/CARFF).

Dans son allocution, Mme Oeri a rappelé les objectifs de la réunion qui étaient notamment de mettre au point un mécanisme grâce auquel les échanges entre les femmes-entrepreneurs pourraient être favorisés et les associations nationales de femmes d'affaires renforcées. Elle appuyait les buts et objectifs de l'association régionale des femmes-entrepreneurs proposée qui serait une nouvelle étape pour la promotion des femmes-entrepreneurs africaines. Mme Oeri a également porté un jugement favorable sur la publication du CARFF sur l'accès des femmes au crédit : une approche intégrée qui s'est révélée très utile pour traiter les problèmes de l'accès des femmes au crédit et également pour élaborer des programmes en vue de répondre aux différents besoins des bénéficiaires cibles. Elle a signalé qu'une réunion similaire organisée un mois plus tôt en collaboration avec l'Institut de développement économique de la Banque mondiale pour examiner les stratégies en vue du développement et de la promotion des femmes-entrepreneurs au Kenya avait identifié la création de réseaux et l'échange d'informations comme des questions essentielles pour développer et améliorer les capacités d'entreprise. Mme Oeri a, pour terminer, remercié le CARFF pour les efforts que le Centre ne cessait de déployer pour la promotion des femmes-entrepreneurs en Afrique et elle a souhaité plein succès aux travaux.

A son tour, Mme Mary Tadesse a, au nom du Secrétaire exécutif de la CEA, souhaité la bienvenue aux experts à la réunion durant laquelle ils devraient réfléchir sur les moyens permettant de développer et de renforcer l'esprit d'entreprise chez les femmes africaines. Elle a ensuite exprimé la gratitude de la Commission au pays hôte et pour le soutien continu apporté par le Gouvernement suédois au programme de la CEA relatif au crédit et à l'esprit d'entreprise.

Mme Tadesse a fait remarquer que l'objet de la réunion était conforme à la "Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : rôle de la femme africaine au cours des années 90" qui souligne la nécessité de stimuler l'esprit d'entreprise des femmes africaines en vue d'accroître leur contribution au développement. Elle a ajouté que le monde évoluant vers des marchés vastes et bien structurés, il était extrêmement important de maximiser les réalisations des femmes et d'accroître leur compétitivité. Mme Tadesse a souligné que les femmes avaient besoin d'un mécanisme qui accroîtrait leur accès aux facteurs de production.

Au sujet des femmes commerçantes, Mme Tadesse a indiqué que le commerce intérieur n'avait pas suivi la demande, d'où les pénuries de vivres et de produits essentiels. En raison du rôle primordial joué par les femmes dans ce secteur, les ministres africains du commerce avaient convenu (en décembre 1990) qu'il fallait apporter un soutien adéquat aux femmes aussi bien dans le domaine du commerce que dans celui de la petite agro-industrie. Mme Tadesse a mis en lumière l'action du CARFF dans le domaine du crédit, qui avait permis de créer un certain nombre de projets bancables visant à assurer l'accès des femmes au crédit dans trois pays pilotes et indiqué que ces projets avaient été finalement financés par des institutions financières locales. Elle a enfin indiqué que l'expérience du CARFF avait montré la nécessité d'établir davantage d'échanges et d'interactions entre les entreprises dans les pays et ailleurs.

En conclusion, Mme Tadesse a demandé aux experts d'engager un débat franc sur la question de la création d'une association régionale dans tous ses aspects, en tenant compte de la réalité. Elle a ensuite informé les experts que leurs recommandations devraient être ultérieurement soumises aux organes délibérants de la CEA pour examen et décision.

2. Election du bureau (point 2 de l'ordre du jour)

La réunion a élu le bureau suivant :

- Mme Lucia Quachey comme présidente
- M. Kreshna Nundun Bunjun comme rapporteur.

3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (point 3 de l'ordre du jour)

Le projet d'ordre du jour suivant a été adopté à l'unanimité :

1. Cérémonie d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Présentation et discussion du document sur les femmes-entrepreneurs africaines dans le développement économique global
5. Examen des questions et des préoccupations relatives aux femmes africaines et à l'entreprise
6. Information sur les expériences des associations des femmes-entrepreneurs aux niveaux national et sous-régional
7. Discussion sur les modalités de création d'une association régionale de femmes-entrepreneurs
8. Questions diverses
9. Adoption du rapport
10. Clôture de la réunion.

S'agissant de l'organisation des travaux, le calendrier ci-après a été adopté :

Matinée	:	8 h 30 - 12 h 30
Pause	:	10 heures - 10 h 30
Après-midi	:	14 heures - 18 heures
Pause	:	16 heures - 16 h 30

4. Examen du document sur les femmes-entrepreneurs africaines dans le développement économique global (point 4 de l'ordre du jour)

Au titre de ce point de l'ordre il y a eu deux interventions, l'une de Mme Françoise Wege du secrétariat de la CEA sur les femmes-entrepreneurs africaines dans le développement économique global et l'autre sur l'expérience de Maurice dans le domaine de la promotion de l'initiative privée en vue du développement économique par M.K.N. Bunjun un expert mauricien.

a) Dans son intervention la représentante de la CEA a fait remarquer que le développement de l'esprit d'entreprise faisait partie des éléments essentiels de la croissance économique. Le renforcement des capacités d'entreprise locales avait été préconisé pour le redressement économique et le développement. Des appels en vue de la promotion des capacités d'entreprise avaient été lancés à l'ensemble de la population active et en particulier aux femmes africaines qui constituent près de la moitié de la population économiquement active du continent et qui avaient été pendant des années tenues en marge du développement. Le document de la CEA a donné un aperçu de la situation difficile dans laquelle évoluent les femmes-entrepreneurs, soulignant que, comme solution à la crise, les pays s'étaient lancés dans des programmes d'ajustement structurel. Ces programmes avaient eu un effet positif sur la balance des paiements mais certaines des mesures prises avaient contribué à éliminer la catégorie des micro-entreprises naissantes qui ne pouvaient soutenir la concurrence. Un certain nombre de femmes appartenaient à cette catégorie d'entrepreneurs vulnérables.

Une description de la situation des femmes-entrepreneurs africaines indiquait que les femmes avaient démontré leurs capacités dans différents secteurs de l'activité économique. Cependant, les femmes-entrepreneurs ne faisaient pas preuve de beaucoup d'innovation et se retrouvaient surtout dans les petites entreprises et les micro-entreprises essentiellement dans le secteur non structuré. La raison était que ces petites entreprises étaient moins exigeantes eu égard aux ressources, à la gestion et à la fiscalité.

Il y avait quelques femmes sur le continent qui s'étaient lancées dans la grande industrie manufacturière axée sur l'alimentation et l'habillement. Il a été fait état de femmes-entrepreneurs qui avaient obtenu des autorisations pour des transactions en devises fortes. De tels exemples pourraient être largement diffusés et utilisés pour encourager d'autres femmes.

Le document de la CEA, a enfin indiqué que les femmes- entrepreneurs avaient besoin d'intensifier les échanges hors de leur milieu habituel en vue d'élargir le champ de leurs activités, de renforcer la confiance en elles-mêmes et de stimuler leur créativité. Il a été recommandé de tisser des liens plus étroits entre femmes-entrepreneurs africaines comme l'un des moyens d'établir un groupe économique solide qui permette de créer un environnement propice aux activités d'entreprise des femmes. Cela faciliterait également :

- i) l'élaboration de plans à long terme pour le groupe de femmes-entrepreneurs;
- ii) les projections de l'incidence des activités d'entreprise des femmes sur le développement;
- iii) les échanges sur les questions d'intérêt commun;
- iv) le perfectionnement des compétences et la mobilisation des ressources;
- v) la motivation des femmes-entrepreneurs potentielles.

Durant la discussion qui a suivi, les experts ont réaffirmé la nécessité de promouvoir le secteur privé grâce à des politiques de libéralisation économique. Ils ont favorablement accueilli le processus de démocratisation en cours qui, en un sens, permettrait une plus grande participation populaire au développement à tous les niveaux. Il a cependant été signalé que les femmes devraient être plus agressives

et utiliser pleinement leurs compétences et toutes les opportunités offertes car une situation caractérisée par le marché libre et la démocratie pourrait ne pas leur accorder une place privilégiée.

Quelques contraintes majeures à la promotion des femmes-entrepreneurs ont été signalées au cours des discussions :

- i) un niveau d'éducation insuffisant et un taux élevé d'analphabétisme qui rendent difficile la formation des femmes;
- ii) la rivalité entre les générations et entre les femmes professionnelles et les femmes-entrepreneurs. La principale conséquence en est que les femmes-entrepreneurs détenant des informations ne les partagent pas avec d'autres. Qui plus est, les programmes de formation de formateurs ne produisent pas les résultats escomptés parce que les stagiaires sont souvent considérés comme des concurrents.

Enfin, il est ressorti des discussions que les autres régions avaient mis en place des forums pour les femmes-entrepreneurs tels que le Conseil des femmes-entrepreneurs en Asie. Le moment était donc venu pour les femmes-entrepreneurs africaines de s'organiser de manière à pouvoir examiner leurs problèmes dans un contexte plus large et à adopter une position commune aux niveaux régional et international. La création d'une association régionale des femmes-entrepreneurs permettrait également d'exprimer les préoccupations des femmes-entrepreneurs africaines (aussi bien industrielles que commerçantes) tant à la Fédération africaine des chambres de commerce et d'industrie qu'aux congrès du World Assembly of Small scale entrepreneurs (WASME). Il a été convenu que des mesures décisives devraient être prises pour mettre sur pied l'Association avant le prochain congrès du WASME prévu en octobre 1992.

b) Le second document technique sur l'"Entrepreneurship Development in Africa with reference to Mauritius" a été présenté par un économiste mauricien confirmé. Ce document est le résultat de ses recherches approfondies dans le domaine des activités à petite échelle dans l'Afrique rurale et sur les efforts de développement de l'entreprise dans la région. Le document a traité les questions suivantes :

- i) le comportement et la promotion des entrepreneurs;
- ii) le rôle des femmes dans le processus de développement et l'expérience en entreprise;
- iii) une récapitulation des facteurs de réussite à divers niveaux du développement de l'esprit d'entreprise et les obstacles à ce développement.

Le document a démontré que Maurice avait connu une industrialisation rapide et avait rejoint les pays nouvellement industrialisés (PNI). D'après le document certains des traits distinctifs de l'économie mauricienne sont les suivants :

- i) il n'y a pas de chômage et les taux d'emploi des femmes sont parmi les plus élevés au monde;
- ii) c'est le troisième plus gros exportateur de textiles du monde bien que ne produisant ni coton ni laine; c'est le marché de textiles le moins cher en Afrique;
- iii) il n'y a pas de contrôle des changes;
- iv) les taxes sur les biens d'équipement ménager/domestique ont été fortement réduites afin de faciliter les travaux ménagers;
- v) c'est le seul pays à s'être bien sorti du programme d'ajustement structurel du FMI;

- vi) environ 300 000 touristes visitent chaque année le pays;
- vii) le Gouvernement envisage d'uniformiser le système d'incitations pour tous les industriels et entrepreneurs.

Selon le document, après une première phase d'industrialisation au début des années 70, Maurice a connu des difficultés dues à la situation internationale peu favorable. Le pays a décollé au milieu des années 80 après la dévaluation et l'application de politiques économiques et financières rigoureuses. Le revenu par habitant est actuellement de 2 300 dollars. Maurice est sur le point de lancer une deuxième phase d'industrialisation et le pays s'engage dans l'automatisation et l'informatisation.

Au nombre des facteurs qui ont encouragé et facilité l'intégration des femmes au processus de développement on peut citer :

- i) l'adoption d'un meilleur système juridique;
- ii) une législation du travail qui fournit une couverture générale à tous les employés. La suppression de la discrimination salariale (les niveaux des salaires des hommes ont été alignés sur ceux des femmes qui étaient plus bas);
- iii) un meilleur système d'éducation et de formation (l'enseignement est gratuit à tous les niveaux). Les études ont montré que les filles faisaient mieux à tous les niveaux d'enseignement, même dans les matières scientifiques;
- iv) un régime de retraite national pour tous les travailleurs, y compris les travailleurs indépendants;
- v) un programme de planification familiale efficace le taux d'accroissement démographique étant de 1 % ;
- vi) la création d'un ministère du droit de la femme et du bien-être familial chargé de :
  - a. mener des recherches et de consolider la base de données;
  - b. promouvoir l'esprit d'entreprise chez les femmes et les intégrer dans le processus général de développement;
  - c. répondre aux besoins sociaux des femmes et des enfants.

Le groupe d'experts a estimé que Maurice constituait un bon exemple où les politiques et mesures gouvernementales avaient favorisé la pleine participation des femmes au processus de développement économique. Un grand nombre des politiques adoptées étaient appliquées dans les divers autres pays mais à un rythme plus lent. Cependant, il semblait que les femmes restaient au niveau subalterne un petit nombre seulement occupant des postes de cadre. Du fait de l'automatisation et de l'informatisation accrues, on a pensé que les femmes seraient les premières victimes étant donné que la majorité avait des revenus faibles. La raison avancée était que des efforts étaient déployés pour développer le secteur des services afin d'offrir un emploi rémunéré aux femmes qui ne voulaient plus travailler dans le secteur de moderne des zones de production pour l'exportation (EPZ). Certains des domaines identifiés à cet effet étaient la fourniture de services de crèche pour les femmes travailleuses, l'établissement de comptoirs de vente d'aliments préconditionnés pour une cuisson rapide et le développement de buanderies collectives.

S'agissant de l'industrie, aucune des grandes et moyennes industries n'appartient à des femmes. Seules de petites entreprises ont été créées par des femmes. Une association des femmes chefs d'entreprise existait mais elle n'était pas à la portée sociale des petits entrepreneurs.

Enfin, les facteurs de réussite de Maurice ont été résumés comme suit : faute de ressources naturelles, le pays devait tirer parti de l'élément humain. Sa faible étendue, malgré une densité élevée, facilitait les liaisons internes. Les excellentes communications avec le reste du monde ainsi que le métissage des cultures européenne, africaine et asiatique étaient un avantage. L'institution de l'enseignement gratuit en 1976 et la scolarité primaire obligatoire combinées à un système de formation de type non classique traditionnel et au système de protection sociale ont énormément contribué à la croissance économique rapide. La dépendance à l'égard du commerce extérieur, qui a entraîné la croissance des possibilités d'exportation, le système des incitations et la volonté politique du Gouvernement d'améliorer le sort des Mauriciens et la création d'emplois productifs ont ouvert de nouvelles possibilités au développement des entreprises. Cependant, il a été souligné que la société mauricienne commençait à montrer les signes négatifs de l'industrialisation, à savoir notamment l'instabilité sociale et familiale, l'augmentation des divorces et les mauvais traitements infligés aux enfants.

5. Examen des questions et des préoccupations relatives aux femmes africaines et à l'entreprise (point 5 de l'ordre du jour)

Au titre de ce point de l'ordre du jour, des experts ont présenté les questions et les préoccupations particulières concernant le développement de l'esprit d'entreprise dans les pays suivants : Ghana, Kenya et Ethiopie.

a) Le cas du Ghana présenté par Mme Lucia Ouachey

Au Ghana, le Gouvernement a reconnu le fait que seules une mobilisation et une utilisation totales des ressources humaines de la nation ainsi que leur participation pleine et effective au processus de développement aideraient à promouvoir le développement autosuffisant et autonome que le Ghana s'efforce de réaliser. Les femmes constituent un pourcentage élevé des ressources humaines du pays et apportent des contributions importantes à l'économie, essentiellement dans le vaste secteur de subsistance. Les femmes constituent une proportion importante de la main-d'oeuvre totale des secteurs non structurés de l'économie et leurs activités dans ces secteurs sont indispensables même si elles ne sont pas quantifiées ou ne figurent pas dans la comptabilité nationale et les autres statistiques économiques. Avec une population d'environ 15 millions d'habitants dont 55 % de femmes, plus de 70 % des travailleurs indépendants sont des femmes. Leurs principaux domaines d'activités vont de l'agriculture (y compris la pêche, le traitement et la conservation des aliments, le brassage et la distillation), aux activités industrielles (textiles) et aux services (restauration, vente au détail, roulage de mines et hôtellerie).

Après une période de baisse combinée à une forte inflation, le Ghana a lancé en 1983 un programme national de redressement économique (PRE) avec les principaux objectifs suivants : i) rétablir les incitations pour la production vivrière, les matières premières industrielles et les biens d'exportation; ii) accroître l'offre des biens de consommation essentiels et améliorer le système de distribution; iii) accroître la disponibilité générale des devises et améliorer le mécanisme d'allocation tout en orientant les devises vers les activités de grande priorité; iv) faire baisser le taux d'inflation grâce à des politiques fiscales, monétaires et commerciales et remettre en état l'infrastructure physique. Ces mesures ont entraîné un taux de croissance de l'économie de 6 % par an depuis 1983.

Cependant, si le pays a enregistré de grandes réussites, certains groupes vulnérables dont les femmes petits entrepreneurs ont connu beaucoup de difficultés et le Gouvernement a lancé un programme d'action visant à atténuer le coût de l'ajustement afin d'atténuer ces effets non souhaités. Il était clair qu'étant donné le pourcentage des femmes par rapport à la population totale, la promotion de leur pleine intégration dans le processus de développement n'était pas seulement une question d'équité mais également d'efficacité économique. Il convient également de noter qu'en dépit de l'absence dans le pays de toute discrimination sociale/juridique, les systèmes de prestation publics et autres fonctionnent par l'intermédiaire de l'homme. Les femmes cadres intermédiaires sont encore l'objet de harcèlement sexuel et sont même méprisées par leurs homologues mâles. Leur faible niveau d'éducation et l'infrastructure rudimentaire combinés à l'insuffisance des services de formation rendent plus difficile la tâche des femmes.



La discussion sur le document présenté a mis en évidence le fait que les systèmes de crédit traditionnels (tontines) se sont révélés très utiles dans le développement d'activités pour les femmes comme solution de rechange face aux banques locales et leurs conditions désavantageuses d'accès au crédit.

b) Le cas du Kenya présenté par Miriam Ngunu Lucia Kaluki et Ruth Mumo

Les femmes ont toujours joué un rôle essentiel dans la société kényenne. Dans l'actuel plan de développement 1989-1993 et également dans le document de session no. 1 de 1986 intitulé "Economic Management Renewed Growth", le Gouvernement a clairement déterminé les potentialités du secteur informel et des autres petites entreprises dans la création d'emplois et l'accroissement des revenus.

Depuis la création en 1976 du Kenya Women's Bureau en tant qu'organisme gouvernemental, le Bureau a donné des informations intéressantes à un certain nombre de femmes-entrepreneurs dont les activités couvrent un large éventail de secteurs, plus particulièrement le secteur agricole. Il a surtout mis l'accent sur la promotion de la production agricole, la gestion des ressources et la vente des produits agricoles. La création du fonds de développement rural et la prise en compte des questions de développement concernant les femmes à tous les niveaux du développement ont contribué à consolider les entreprises. La mise en place des Jua Kali Credit Schemes a encouragé la création d'unités de production et de vente pour les femmes et les jeunes.

Sur la base de son mandat qui est notamment de coordonner et d'harmoniser les activités exécutées par des départements ministériels et des organisations non gouvernementales (ONG), le Women's Bureau a organisé un séminaire de 4 jours en collaboration avec l'Institut de développement économique de la Banque mondiale. Le séminaire a réuni divers départements ministériels et ONG qui s'occupaient des questions d'entreprise.

Les principaux objectifs du séminaire étaient les suivants :

- i) avoir une vue d'ensemble des possibilités en matière d'entreprise pour les femmes au Kenya;
- ii) se pencher sur les éléments critiques susceptibles d'aider ou de pénaliser les femmes entrepreneurs;
- iii) étudier les moyens de développer les activités de promotion appropriées pour les entreprises.

Certains des obstacles susceptibles d'entraver les efforts de promotion des capacités d'entreprise des femmes kényennes étaient les suivants :

- i) les circuits de livraison n'existaient pas ou étaient insuffisants;
- ii) les ressources étaient insuffisantes;
- iii) les hommes aussi bien que les femmes ne s'occupaient que de leurs propres intérêts et il faudrait les sensibiliser afin de permettre également aux femmes d'assumer leur identité et leur rôle;
- iv) Regroupement en réseau : l'information n'est pas bien diffusée et les professionnels ne servent pas de modèles puisque la plupart d'entre eux avaient commencé grâce à l'expérience d'autres personnes et n'avaient donc aucune qualification.

Le Bureau lançait un projet pour sensibiliser aux questions concernant la femme, dans les départements ministériels et en particulier ceux participant à la promotion de l'initiative privée. Les participants au séminaire ont estimé que la tâche de motivation et de sensibilisation du Bureau pourrait être plus efficace avec des ressources supplémentaires et surtout si on pouvait l'élever au rang de ministère.

En ce qui concerne les facilités de crédit, le Kenya dispose d'un certain nombre d'institutions oeuvrant à faciliter l'accès des femmes au crédit. Le Bureau des femmes, en collaboration avec le BIT/SIDA a démarré un mécanisme de crédit pour les femmes-entrepreneurs locales dans quelques régions du pays. Le Kenya Women Finance Trust a un plan spécial pour la promotion de la participation directe des femmes et de leurs familles dans l'économie du Kenya. Le Kenya Finance Trust fonctionne comme une filiale du Women's World Banking. Il assure la formation d'entrepreneurs potentiels et s'occupe d'appui au crédit et de prêts. Il assure également le suivi et l'évaluation des activités de ces femmes-entrepreneurs. A cet égard il :

- i) mène des activités de recherche et rassemble des données sur la participation des femmes au développement;
- ii) assiste les femmes pour ce qui est de comprendre le fonctionnement des systèmes de crédit; et la façon d'accéder au crédit;
- iii) forme les femmes à gérer leurs affaires, à tenir les dossiers, à commercialiser, à planifier, les familiarise avec les cadres juridiques et les compétences nécessaires aux dirigeants de groupes de femmes.

Dans le cadre de l'expérience du Kenya en matière d'entreprise, deux femmes - entrepreneurs kényennes qui se sont engagées dans des activités d'art plastique et de boulangerie ont donné des informations de première main sur les problèmes rencontrés dans la création d'entreprises de femmes dans le pays. L'absence d'études de faisabilité et d'évaluation financière ont constitué des difficultés pratiques dans la phase initiale et les petites entreprises se sont diversifiées pour faire face à la demande irrégulière du marché local. Les associations de femmes professionnelles existantes n'ont réellement pas répondu aux besoins des petites entreprises rurales et pauvres. Il fallait donc un mécanisme dévoué à la cause des femmes rurales ordinaires. La conclusion était qu'une association modèle devrait être lancée par le Bureau des femmes. En outre les femmes entrepreneurs ayant réussi ne devraient pas seulement servir de modèles mais également fournir des services gratuits aux entrepreneurs potentiels et existants.

Il était généralement admis par le groupe d'experts que, sur la question du crédit, les femmes remboursaient mieux et dépensaient raisonnablement et que la plus grande partie de l'argent ainsi recueilli servait à améliorer le bien-être de leurs familles.

c) Le cas de l'Ethiopie présenté par Mme Simegn Hailu

L'entreprise en Ethiopie était régie par la politique socialiste qui n'est pas favorable à l'initiative privée. Ainsi, quelques hommes et femmes d'affaires opéraient dans des conditions très difficiles, surtout dans le secteur informel. A titre d'exemple, une femme gérante travaillant dans le commerce devait payer jusqu'à 200% de taxes sur les marchandises. Cette attitude a gravement affecté la marge commerciale des entrepreneurs et leur capacité d'expansion.

Les femmes d'affaires font face à de nombreuses difficultés pour obtenir des prêts des institutions financières. Les banques exigent l'autorisation du mari avant l'octroi de tout crédit. La grande contrainte identifiée était que dans un tel système l'administrateur n'avait aucun contrôle sur la main-d'oeuvre.

Le débat sur les questions et les préoccupations des femmes-entrepreneurs a révélé que les femmes-entrepreneurs étaient confrontées aux mêmes problèmes tels que l'accès restreint à l'éducation et aux ressources, en particulier pour les entrepreneurs des zones rurales. Il est également apparu que les banques montraient une préférence pour les clients individuels plutôt que pour les groupes de femmes. Le Pakistan avait connu la même difficulté au sein de sa première banque pour femmes qui était très bien conçue mais qui dans la pratique a donné la préférence aux particuliers comme toute autre banque.

Les experts ont énergiquement affirmé qu'il était temps que les femmes africaines s'engagent dans de grandes entreprises comme la création de banques.

6. Information sur les expériences des associations de femmes-entrepreneurs aux niveaux national et sous-régional (point 6 de l'ordre du jour)

Trois cas ont été étudiés au titre de ce point de l'ordre du jour :

a) L'Organisation des femmes-entrepreneurs et commerçantes de l'Afrique de l'Ouest (OFECAO) présentée par Mme Awa Dia Thiam

L'Organisation dont le siège se trouve au Burkina Faso est un groupe sectoriel de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) composée des sept pays ouest-africains francophones suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal. Ses principaux objectifs sont : i) promouvoir les échanges entre les pays membres afin de contribuer aux efforts d'intégration économique sous-régionale; ii) établir des relations d'affaires entre les femmes-entrepreneurs et commerçantes, identifier leurs problèmes et proposer des solutions appropriées; iii) promouvoir les produits ouest-africains à l'intérieur et en dehors des Etats de la CEAO; et iv) revaloriser les compétences des professionnels de l'entreprise et des opérateurs économiques.

L'Organisation encourage les mesures favorisant l'accès des femmes au crédit. Ces mesures s'ajoutent à la ligne de crédit de l'OFECAO visant à renforcer les initiatives des femmes. De plus, chaque Etat membre de la sous-région est invité à faire en sorte qu'un bon pourcentage de ses investissements soit affecté expressément aux femmes et que l'épargne traditionnelle (tontine) soit organisée de manière à être investie dans des secteurs productifs au profit des femmes. Considérant que les femmes ouest-africaines sont les principales actrices dans la production, la transformation et l'utilisation des produits vivriers, en particulier les céréales, l'action de l'OFECAO est axée sur la promotion du travail des femmes dans ce domaine en vue de réduire les pertes alimentaires et d'accroître le contrôle des femmes sur les paramètres économiques. A cet égard, l'OFECAO envisage les actions suivantes :

- i) création d'unités de conservation
- ii) identification de marchés extérieurs pour les produits locaux.

L'OFECAO souligne avec force la nécessité de mettre en place un nouveau cadre de solidarité commerciale et de cohésion.

Les discussions sur l'exemple du Sénégal ont révélé que lors des dernières années, le Gouvernement sénégalais avait accordé une attention particulière aux femmes et à leurs besoins économiques spécifiques. Il y a trois grandes associations de femmes d'affaires :

- i) Association des femmes-entrepreneurs
- ii) Association des femmes-entrepreneurs et commerçantes
- iii) Association des femmes commerçantes.

En outre il existe de nombreuses associations de femmes regroupées selon leurs intérêts économiques (par exemple la pêche).

b) Association pour la promotion économique des femmes du Burundi présentée par Mme Ruvahafi Seraphine

L'Association a été créée en 1988 par des professionnels et des femmes d'affaires en collaboration avec des fonctionnaires, sous les auspices du ministère de la promotion de la femme et de la famille. Le but principal de l'Association est de faciliter aux femmes d'affaires modestes l'accès au crédit grâce à un mécanisme de garantie. A cet égard, les objectifs de l'Association sont les suivants :

- i) assurer la formation en gestion, comptabilité, commercialisation et autres domaines connexes;
- ii) promouvoir les échanges avec des associations de femmes similaires, en particulier dans les pays voisins.

Le programme de l'Association est envoyé à ses membres et la cotisation de membre est de trois mille francs burundais équivalant à 15 dollars E.-U. L'Association a jusqu'à présent lancé un programme de garantie avec les institutions financières suivantes :

- i) La Banque nationale pour le développement économique (BNDE) où chaque prêt est couvert ainsi qu'il suit :
  - 50% par la Women's World Banking
  - 25% par l'Association
  - 25% pour les risques
- ii) Les coopératives d'épargne et de crédit (COOPECS) :
  - 60% par l'Association
  - 40% pour les risques

Les taux bancaires courants sont appliqués aux prêts ci-dessus. Dans le cas où des membres de l'Association sollicitent des prêts qui dépassent le plafond de l'Association, l'assistance de celle-ci consiste à mettre ces emprunteurs en rapport avec les banques commerciales et le Fonds national de garantie (FNG).

S'agissant de l'élément formation, l'Association a organisé, en août 1990, un séminaire sur le crédit pour 30 bénéficiaires. Un deuxième séminaire à l'intention de 25 bénéficiaires est prévu pour décembre 1991 et un séminaire destiné aux formateurs sera organisé en avril 1992.

Au titre du programme d'échanges, l'Association a déjà organisé un voyage d'étude à Bukavu (Zaïre) en février 1990 et un autre au Rwanda en mai 1990 pour 40 membres.

c) L'Association nationale des femmes d'affaires du Malawi présentée par Mme Joyce Banda

Traditionnellement, les Malawiens qui avaient reçu une éducation ou tout autre type formation travaillaient tous dans le secteur formel. L'initiative privée au Malawi était limitée aux parents uniques ou à ceux qui cherchaient des revenus supplémentaires pour permettre aux familles de faire face aux besoins en matière d'enseignement de leurs enfants. Les femmes d'affaires devaient faire appel à un homologue mâle ou à leur mari et leur accès aux sources de matières premières, au crédit, à la formation et à l'information était limité. Ainsi seules 10% des femmes étaient dans les affaires.

Avec la création de l'Association nationale des femmes d'affaires en 1990, le concept de femmes d'affaires et de femmes -entrepreneurs a commencé à évoluer. La principale activité au début était de fournir l'information et la formation aux entrepreneurs aussi bien potentiels qu'en activité. Cette tâche était

rendue plus difficile puisque 40% des membres étaient semi-instruits et des programmes de formation utilisant l'audio-visuel devaient être élaborés.

L'adhésion à l'Association - qui compte 2 500 membres - est ouverte à toute femme d'affaires contre le paiement d'une cotisation de 20 kwacha. Une partie de cet argent sert à compléter les crédits nécessaires aux prêts en faveur des entreprises. Durant la première année, environ 200 femmes ont reçu des prêts à rembourser en trois mois et les remboursements ont été investis dans un fonds autorenouvelable. Les prêts sont octroyés sans intérêt puisque les coûts administratifs sont couverts par des fonds fournis par l'USAID. On recherche d'autres financements auprès des bailleurs de fonds pour les programmes de développement institutionnel et pour un fonds autorenouvelable pour les régions rurales.

Une étude d'évaluation des besoins réalisée en 1991 a montré qu'environ 50% des femmes entrepreneurs étaient dans le secteur rural. Bien que la politique gouvernementale soit favorable à la promotion des femmes, la plupart de celles-ci n'étaient pas au courant des facilités de crédit existantes. L'Association envisage en conséquence de créer une banque de données et de publier un bulletin.

Durant la présentation et la discussion des divers rapports, on n'a cessé de souligner qu'avec l'évolution de l'ordre économique mondial, les pays en développement subissaient également des transformations fondamentales. Ainsi, les associations existantes devaient être adaptées afin de satisfaire les besoins et les aspirations des femmes - entrepreneurs africaines. On estimait généralement que les femmes - entrepreneurs africaines représentaient une véritable force économique et commerciale sur laquelle il fallait compter. Etant donné que certaines des associations existantes affiliées aux systèmes occidentaux ne pouvaient pas répondre aux différences d'attitude et d'objectifs des petits entrepreneurs africains, il était essentiel d'établir une structure africaine susceptible de promouvoir la force économique des femmes africaines aussi bien en milieu rural qu'urbain.

Les experts ont également démontré qu'il y avait un vide entre les associations nationales des femmes entrepreneurs et l'International Business and Professional Women Federation. Ainsi il devenait évident qu'il fallait une association régionale des femmes-entrepreneurs africaines qui s'occuperait spécialement de toutes les préoccupations des femmes-entrepreneurs africaines, en particulier dans les petites et les micro-entreprises dans les zones rurales.

7. Modalités de création d'une association régionale des femmes - entrepreneurs (point 7 de l'ordre du jour)

Deux documents avaient été élaborés par les experts sur cette question. Le premier par le représentant de l'Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises (WASME), Mme Begum Salma Ahmed, contenait un projet de statuts pour l'Association et le second par l'expert mauricien, proposait la structure et les tâches d'une telle association.

Les experts ont examiné de façon approfondie les deux documents et ont proposé une déclaration et une version révisée des statuts figurant aux annexes I et II respectivement.

Les experts ont favorablement accueilli l'idée du CARFF de la CEA d'engager la réflexion sur une question aussi cruciale et ont pris le ferme engagement de mobiliser leurs collègues femmes - entrepreneurs afin d'assurer le suivi des recommandations de la réunion de groupe. Il était entendu que l'assistance de la CEA serait essentielle dans la mise sur pied de la Fédération; en particulier en ce qui concerne les consultations préliminaires et au moment de convoquer la première assemblée générale.

Il a de plus été précisé que la CEA rechercherait un avis juridique sur les documents adoptés par la réunion avant de les soumettre à la prochaine réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC), ainsi qu'au Comité d'experts et à la Conférence des ministres de la CEA. Ce n'est qu'après l'approbation des documents par les organes délibérants que la CEA envisagerait de passer un quelconque accord avec la Fédération.

8. Questions diverses (point 8 de l'ordre du jour)

Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

9. Adoption du rapport (point 9 de l'ordre du jour)

Après avoir apporté quelques modifications au rapport, les experts l'ont adopté.

10. Cérémonie de clôture (point 10 de l'ordre du jour)

A la cérémonie de clôture, la Directrice du Centre africain de recherche et de formation pour la femme, Mme Mary Tadesse, a exprimé sa sincère gratitude pour les excellents résultats obtenus. Elle a signalé que le travail accompli contribuerait grandement à la promotion de l'esprit d'entreprise chez les femmes en Afrique. Mme Tadesse a souligné que les objectifs de la Fédération des femmes - entrepreneurs africaines et ceux des associations des femmes d'affaires et professionnelles seraient complémentaires pour répondre à la plupart des préoccupations des femmes-entrepreneurs africaines. Pour terminer, elle a remercié tous les experts pour leur travail et leur enthousiasme, et tout particulièrement la Présidente pour avoir bien dirigé les travaux et le rapporteur pour son sens du devoir. Elle a également demandé à la représentante de la WASME de transmettre à son Organisation la gratitude de la CEA pour sa contribution de haut niveau à la réunion.

La Présidente de la réunion a exprimé sa grande satisfaction pour les résultats auxquels la réunion est parvenue. Elle a salué l'initiative du CARFF/CEA d'organiser la réunion ainsi que pour les conseils prodigués par la Directrice du CARFF et son équipe et l'engagement qu'ils avaient montré. Elle a souligné l'importance du rôle de chaque expert pour ce qui est de sensibiliser les femmes - entrepreneurs afin qu'elles constituent des associations nationales avant de passer à la Fédération. En tant que membre actif de l'International Business and Professional Women Association, elle a confirmé qu'il n'y avait aucun conflit entre les objectifs de l'Association et ceux de la future Fédération. Avant de déclarer la réunion close, elle a exhorté chaque expert à tout faire pour que le rêve devienne réalité.

## RECOMMANDATION

Après un débat approfondi, le Groupe d'experts sur les modalités de création d'une association régionale de femmes-entrepreneurs africaines a estimé que cette association devrait prendre la forme d'une fédération grâce à laquelle les femmes-entrepreneurs africaines pourraient contribuer efficacement à la promotion du développement socio-économique du continent. Le Groupe d'experts a fait la recommandation suivante :

Accueillant avec satisfaction l'initiative de la Commission économique pour l'Afrique de convoquer une réunion d'experts sur une question aussi importante;

Persuadé que la promotion des femmes - entrepreneurs pour une industrialisation rapide contribuera sans aucun doute au redressement économique et au développement des économies africaines;

Reconnaissant la nécessité de développer les activités des femmes dans les secteurs structuré et non structuré sur la base de principes économiques plutôt que sur une approche d'action sociale, recommande :

1. La constitution immédiate d'une fédération des femmes-entrepreneurs africaines qui coifferait l'ensemble des associations des femmes-entrepreneurs du continent africain;
2. La constitution simultanée d'associations sous-régionales et nationales sur la base des cinq sous-régions du continent, à savoir l'Afrique de l'Est, l'Afrique du Centre, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique australe et l'Afrique du Nord et des associations de l'ensemble des pays africains au niveau national. Des intermédiaires du groupe d'experts devraient sensibiliser les pays;
3. L'examen par les gouvernements africains de la stratégie du développement industriel et la création d'un environnement favorable pour la promotion et la croissance des entreprises de femmes;
4. L'évaluation des politiques en vigueur et des besoins en formation et la refonte de leurs objectifs eu égard :

a) Aux femmes rurales

Pour leur permettre d'acquérir des connaissances de manière à accroître leur productivité et passer progressivement du secteur informel à la petite industrie artisanale, en particulier dans le secteur de la transformation et de la conservation des produits alimentaires

b) Aux futures femmes - entrepreneurs

Une attention particulière devrait être accordée aux jeunes diplômées cherchant une occasion de faire preuve de créativité ainsi que des opportunités dans les petites entreprises.

5. La création de banques et d'institutions financières pour les femmes dans tous les pays africains au cours des cinq prochaines années avec l'assistance de la Banque africaine de développement et d'autres institutions financières et le renforcement des institutions financières existantes telles que la Women's World Banking en Afrique;
6. La formulation et le renforcement des politiques par les gouvernements pour promouvoir le commerce intra-africain, des garanties particulières pour les productions des femmes et l'organisation d'expositions et d'autres activités connexes de promotion;

7. L'introduction, autant que faire se peut, de nouvelles technologies adaptables aux conditions locales et à l'environnement;
8. La promotion de la coopération Sud-Sud grâce à des voyages, à des programmes de formation, au transfert de technologies et à la diffusion d'informations;

Le Groupe d'experts demande également :

- i) Aux gouvernements et aux groupements économiques sous-régionaux de faciliter la création, le fonctionnement et le développement de la Fédération aux niveaux national, sous-régional et régional;
- ii) A la Commission économique pour l'Afrique de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter la création de la Fédération;
- iii) A la Fédération d'établir des relations de collaboration avec d'autres ONG ayant les mêmes buts et objectifs.



## DECLARATION CONCERNANT LA FEDERATION AFRICAINE DE FEMMES-ENTREPRENEURS (FAWE)

### 1. Prémabule

Les experts des organisations des femmes-entrepreneurs africaines

Rappelant la proposition de création d'une fédération africaine des femmes entrepreneurs faite par le Groupe d'experts de la CEA réuni à Nairobi (Kenya) du 22 au 25 octobre 1991;

Convaincus que la coopération régionale entre femmes-entrepreneurs en Afrique est avantageuse, souhaitable et nécessaire pour promouvoir le bien-être et améliorer la qualité de la vie des populations de la région en général et des femmes en particulier;

Reconnaissant que les organisations de femmes-entrepreneurs dans la région doivent contribuer efficacement à la promotion de l'autonomie collective et du développement économique de leurs pays respectifs;

Notant la nécessité d'améliorer effectivement les conditions de l'entreprise, de faire un meilleur usage des opportunités offertes dans les pays africains aux femmes-entrepreneurs et de favoriser une meilleure compréhension entre les femmes d'affaires et leurs organisations travaillant dans le commerce et l'industrie;

Affirmant la détermination des membres participants à collaborer pour promouvoir ces consultations et cette coopération;

RECOMMANDENT VIVEMENT PAR LA PRESENTE DECLARATION la création d'une fédération africaine des femmes-entrepreneurs en tant qu'organisation non gouvernementale et sans but lucratif. Les membres signataires de la présente Déclaration sont les membres fondateurs de la Fédération.

Les objectifs, les principes et les dispositions institutionnelles, financières et générales sont les suivants :

### 2. Objectifs

Les objectifs généraux de la Fédération sont les suivants :

1. accroître la capacité des femmes-entrepreneurs en vue de promouvoir leur contribution au développement économique global du continent;
2. mettre au point des mécanismes pouvant permettre de promouvoir des interactions entre les femmes-entrepreneurs africaines, de consolider les entreprises existantes et de dégager de nouvelles possibilités;
3. jouer un rôle actif dans la formulation de stratégies prospectives pour les femmes-entrepreneurs et se pencher sur les questions économiques d'importance nationale vitale;
4. améliorer le niveau de subsistance des femmes-entrepreneurs, dans les régions rurales créant ainsi des liens entre les secteurs économiques urbains et ruraux.

### 3. Principes

- a) cette coopération est fondée sur le principe d'égalité de toutes les organisations membres;

b) cette coopération complète la coopération bilatérale et multilatérale entre ses membres et ne doit pas être incompatible avec les obligations de ses membres.

4. Dispositions institutionnelles

a) un(e) président(e) et deux vice-président(e)s sont élus par l'Assemblée générale pour une durée de deux ans. L'un des vice-présidents assume la fonction de président de la Fédération en l'absence du président;

b) toute vacance temporaire est pourvue par le candidat proposé par l'Organisation que le précédent titulaire représentait;

c) la Fédération se réunit au moins une fois par année civile aux dates et lieu qu'elle choisira;

d) la Fédération peut mettre en place un secrétariat pour accomplir les fonctions qui pourraient lui être assignées;

e) la Fédération fixe l'emplacement du siège de son secrétariat;

f) la Fédération peut constituer tout comité ou groupe et convoquer des réunions, séminaires, journées d'études et entreprendre des activités similaires pour l'ensemble de ses entreprises.

5. Dispositions financières

a) la contribution de chaque membre aux coûts financiers du secrétariat et aux programmes à entreprendre est déterminée par la Fédération;

b) dans le cas des projets et des programmes pour lesquels des ressources financières suffisantes ne peuvent pas être mobilisées par les membres, il sera possible de rechercher une assistance extérieure auprès de sources appropriées avec l'approbation de la Fédération.

6. Dispositions générales

a) les décisions à tous les niveaux sont prises par consensus;

b) la Fédération établit le règlement intérieur pour la conduite de ses travaux et peut l'amender, le modifier ou le changer. En attendant l'élaboration du règlement intérieur ou si le règlement est muet sur tel ou tel point précis du fonctionnement de la Fédération, la pratique internationale appropriée est appliquée. La décision du Président ou de la Présidente sur l'interprétation d'un point particulier du règlement intérieur est sans appel.

Signée à Nairobi le 24 octobre 1991 par :

Lucia Quachey (Président)

Joyce Banda

Kaluki Muenda Ngilu

Simegn Hailu

Seraphine Ruvahafi

Awa Dia Thiam

PROJET DE STATUTS DE LA FUTURE FEDERATION AFRICAINE  
DE FEMMES-ENTREPRENEURS AFRICAINES (FAWE)

1. Historique

1.1. Depuis la proclamation de l'Année internationale et de la Décennie de la femme en 1975, nombre de gouvernements ont créé des mécanismes pour améliorer la condition et le rôle des femmes dans la société. On a beaucoup insisté sur leur participation aux activités économiques et sociales, en particulier dans l'entreprise et le secteur informel étant donné que les revenus des femmes ont contribué à améliorer les normes en matière d'alimentation, de santé et d'éducation dans les communautés et les sociétés africaines.

1.2. Le manque accru de terres combiné à d'autres facteurs économiques et démographiques a créé un besoin de revenus en numéraire dans les ménages ruraux. En réalité, le nombre de ménages dirigés par les femmes est plus élevé que ce que la plupart des gens imaginent. En Afrique subsaharienne, il est de 22 % tandis que dans les pays comme le Kenya, le Botswana et le Lesotho il dépasse 33 %. Là où ils existent, ils sont parmi les plus pauvres.

1.3. On s'est également rendu compte que les intérêts de la famille sont mieux servis lorsque les femmes ont accès à des revenus en numéraire. Des études menées par diverses institutions montrent clairement que les femmes dépensent le plus gros de leur revenu pour satisfaire les besoins de la famille.

2. Objectifs

Les objectifs généraux de la Fédération sont les suivants :

1. accroître la capacité des femmes-entrepreneurs en vue de promouvoir leur contribution au développement économique global du continent;
2. mettre au point des mécanismes pouvant permettre de promouvoir des interactions entre les femmes-entrepreneurs africaines de consolider les entreprises existantes et de dégager de nouvelles possibilités;
3. jouer un rôle actif dans la formulation de stratégies prospectives pour les femmes-entrepreneurs et se pencher sur les questions économiques d'importance nationale vitale;
4. améliorer le niveau de subsistance des femmes-entrepreneurs, dans les régions rurales créant ainsi des liens entre les secteurs économiques urbains et ruraux.

3. Principes

- a) cette coopération est fondée sur le principe d'égalité de toutes les organisations membres;
- b) cette coopération complète la coopération bilatérale et multilatérale entre ses membres et ne doit pas être incompatible avec les obligations de ses membres.

4. Dispositions institutionnelles

- a) un(e) président(e) et deux vice-président(e)s sont élus par l'Assemblée générale pour une durée de deux ans. L'un des vice-présidents assume la fonction de président de la Fédération en l'absence du président;
- b) toute vacance temporaire est pourvue par le candidat proposé par l'Organisation que le précédent titulaire représentait;

- c) la Fédération se réunit au moins une fois par année civile aux dates et lieu qu'elle choisira;
- d) la Fédération peut mettre en place un secrétariat pour accomplir les fonctions qui pourraient lui être assignées;
- e) la Fédération fixe l'emplacement du siège de son secrétariat;
- f) la Fédération peut constituer tout comité ou groupe et convoquer des réunions, séminaires, journées d'études et entreprendre des activités similaires pour l'ensemble de ses entreprises.

5. Fonctions concernant le développement de l'initiative privée chez les femmes

5.1. Politiques, planification et recherche

- entreprendre et promouvoir la recherche sur les débouchés
- concevoir les moyens permettant de consolider les activités d'entreprises existantes;
- établir une "banque" de projets pour chaque sous-région;
- suivre et évaluer l'impact des projets sur l'environnement économique et social;
- assister dans l'élaboration de dispositions législatives favorables,
- préparer et mettre à jour des fiches concernant des pays;
- assister dans l'élaboration de politiques économiques et financières appropriées pour les femmes-entrepreneurs;
- accorder une attention particulière aux économies insulaires et enclavées et à la formation des compétences en matière d'entreprise dans les régions rurales.

5.2. Fonctions de commercialisation et de promotion des exportations

- Faciliter les échanges commerciaux (délégations commerciales, foires et expositions);
- ouvrir des centres commerciaux et des centres de services communs pour les femmes-entrepreneurs.

5.3. Fonctions de formation et d'information

- établir et publier régulièrement des rapports, des périodiques et des bulletins;
- organiser des séminaires, des forums etc. nationaux, régionaux et continentaux.

6. Fonctions administratives et techniques

- créer des postes techniques, professionnels et administratifs;
- fournir une plate-forme pour le règlement des différends intra-africains en matière commerciale, d'échanges, d'activités industrielles;
- recevoir sommes d'argent, dons, prêts et droits d'adhésion;
- passer des transactions financières et de biens avec des gouvernements, des organisations privées et des ONG.
- créer des fonds appropriés pour la réalisation des objectifs;
- accomplir toutes les tâches favorisant la promotion des compétences des femmes en matière d'entreprise et leur intégration dans le processus de développement;
- réaliser des projets générateurs de revenus pour appuyer des activités rentables telles que la création de banques, d'hôtels, d'industries alimentaires et d'autres entreprises industrielles.

6. Sont indiqués ci-après les noms, adresses, professions et désignations des membres actuels du Comité exécutif de la Fédération qui constituera le Conseil d'administration et à qui est confiée la gestion des affaires de la Fédération.

7. Nous, soussignés, sommes désireux de constituer une fédération dénommée : Fédération des femmes-entrepreneurs africaines (FAWE)

No.	Nom	Signature	Adresse	Profession et adresse complète	Nom Adresse et Description du témoin

Témoins

1.

2.

**FEDERATION AFRICAINE DES FEMMES-ENTREPRENEURS  
PROJET DE STATUTS ET REGLEMENTS**

**Statuts et règlements**

1. Dans les présents statuts, sauf indication contraire dictée par le contexte :
  - a) "Fédération" désigne la Fédération des femmes-entrepreneurs africaines;
  - b) "Comité exécutif" désigne le Comité exécutif de la Fédération constituée en application des présents statuts;
  - c) "Assemblée générale" désigne l'Assemblée générale de la Fédération constituée en application des présents statuts;
  - d) "Membre" désigne une association membre de la Fédération;
  - e) "Président" désigne le (la) Président(e) de la Fédération et désigne également toute personne remplissant les fonctions de Président pour une période donnée;
  - f) "Vice-Président" désigne le (la) Vice-Président(e) de la Fédération et désigne également toute personne remplissant les fonctions de Vice-Président pour une période donnée;
  - g) "Secrétaire général" désigne le Secrétaire général de la Fédération et désigne également toute personne autorisée à accomplir les fonctions de Secrétaire général; et
  - h) L'année est censée avoir commencé le ..... et s'être achevée le .....

**Membre**

2. "Membre" signifie "Association membre".
3. Il y a quatre catégories de membres, à savoir :
  - i) les membres ordinaires;
  - ii) les membres associés;
  - iii) les membres bienfaiteurs;
  - iv) les membres honoraires.
4. Toute association de femmes-entrepreneurs ou institution similaire du secteur privé créée aux fins de la promotion du commerce ou de l'industrie ou de toute activité de recherche économique, de formation ou de promotion peut devenir membre ordinaire de l'Association. Le terme "membre ordinaire" s'applique également aux membres fondateurs de l'Association.
5. Toute entreprise individuelle ou toute personne intéressée ou effectivement engagée dans des activités liées au commerce, à l'industrie ou à l'économie ou toute organisation du secteur public ou mixte peut également devenir membre associé.

6. Toute personne s'étant distinguée dans la fonction publique ou s'étant illustrée dans des domaines liés aux objectifs de l'Association peut être coopté comme membre honoraire de l'Association par le Comité exécutif.
7. Toute personne physique, toute institution, organisation, ou agence s'intéressant à la promotion des objectifs de l'Association peut être admis comme membre bienfaiteur par le Comité exécutif.
8. Un membre perd sa qualité de membre dans les cas suivants :
- a) en présentant sa démission et si celle-ci est acceptée par le Comité exécutif;
  - b) si le membre ne s'acquitte pas de sa cotisation dans le délai fixé par le Comité exécutif à cet effet;
  - c) si le Comité exécutif trouve que le membre a cessé de remplir les conditions requises pour être membre;
  - d) si le Comité exécutif estime que la qualité de membre du membre intéressé est préjudiciable aux intérêts de la Fédération.

#### Droits d'adhésion

9. Tous les membres ordinaires paient un droit d'adhésion et une cotisation annuelle selon ce que décidera le Comité exécutif.
10. Chaque membre associé paie un droit d'adhésion de .... dollars E.-U. et une cotisation annuelle de .... dollars E.-U.
11. Les membres bienfaiteurs sont les organisations, institutions ou personnes physiques offrant à la Fédération une somme qui ne sera pas inférieure à .... dollars E.-U.
12. La cotisation est payable avant l'expiration d'une période de deux mois à partir du début de l'année à laquelle elle se rapporte. Dans le cas d'un membre admis à être membre de la Fédération en cours d'année, la cotisation pour cette année est payable durant une période d'un mois à partir de la date à laquelle l'organe exécutif a approuvé l'adhésion à la Fédération.
13. Dans le cas d'un membre admis à la Fédération durant le second semestre de l'année, la cotisation payable pour cette année-là représentera la moitié de la cotisation annuelle payable en application des règles ci-dessus.

#### Procédure d'adhésion

14. L'admission de toutes les catégories de membres ou de membres bienfaiteurs se fait sur la base d'une demande d'admission.
15. Le Secrétaire général reçoit les demandes, établit les listes et les soumet au Comité exécutif pour examen.
16. Le Secrétaire général écrit ensuite à ceux qui ont été retenus par le Comité exécutif pour les inviter à devenir membres de la Fédération.

17. Les membres sont invités à verser leur droit d'adhésion ainsi que 25% de leur cotisation annuelle au bureau central de la Fédération. Les 75% restants au titre de la cotisation annuelle doivent être versés au compte de la Fédération dans le pays concerné.

Comité exécutif/Président/Vice-Président

18. Le Comité exécutif de la Fédération se compose de deux représentants élus par chacun des groupements sous-régionaux.

19. Les membres du Comité exécutif élisent en leur sein un(e) Président(e) et deux vice-présidents(es) une fois tous les deux ans.

20. 1) Election du Président

- a) Un vote au scrutin secret détermine le nom du pays dont le représentant sera le(la) Président(e).
- b) Le(la) Président(e) est rééligible une seule fois.

2) Election du Vice-Président(e)

- a) Elle peut avoir lieu tous les deux ans.
- b) Aucun représentant d'un pays ne peut occuper le même poste tant que les représentants de tous les pays sur la liste n'auront pas eu leur chance.
- c) De même, des dispositions devraient être prises pour qu'un pays dont le représentant a été Président pour une année donnée, ne devienne pas vice-président l'année suivante. Le contraire est cependant possible, c'est-à-dire qu'un pays dont le représentant est vice-président peut détenir le poste de président l'année suivante si ce pays est le candidat élu conformément à la disposition relative à l'élection du Président.
- d) En cas de vacance imprévue survenant au cours du mandat du Président, l'un des deux Vice-Présidents - à déterminer par ordre alphabétique - assume la fonction de Président.

21. Le Comité exécutif se réunit autant de fois que nécessaire dans l'année.

22. Le Président ou en son absence l'un des Vice-Présidents - selon l'ordre alphabétique des pays - préside les réunions de la Fédération.

23. Le Comité exécutif fonctionne sur la base du consensus.

24. Le Comité exécutif est habilité à :

- a) accomplir toutes fonctions administratives et à exécuter les objectifs de la Fédération;
- b) effectuer toutes les dépenses nécessaires de la Fédération;
- c) déléguer certaines de ses fonctions, en cas de besoin, aux sous-comités ou autorités qu'il détermine sous réserve des conditions et restrictions qu'il pourra imposer;



- d) emprunter ou recueillir des fonds avec ou sans garantie selon les modalités qu'il estime appropriées;
  - e) accomplir tous actes et actions requis au titre des présents statuts ou nécessaires pour réaliser les objectifs de la Fédération ou pour la bonne conduite des affaires de la Fédération.
25. Le délai de convocation d'une réunion du Comité exécutif ne doit pas être inférieur à 45 jours, y compris la date de la réunion.
26. L'ordre du jour et les documents connexes sont envoyés aux membres du Comité exécutif au moins 30 jours avant la réunion, y compris la date de celle-ci.
27. Le procès-verbal de toute réunion du Comité exécutif est envoyé aux membres dans un délai d'un mois après la réunion. Les observations y relatives sont reçues pendant la période de 30 jours qui suit.
28. La notification, l'ordre du jour et le procès-verbal des réunions du Comité exécutif sont envoyés sous pli recommandé.
29. Le quorum pour une réunion du Comité exécutif ne doit pas être inférieur à la moitié plus un des membres.
30. Les décisions prises à toute réunion du Comité exécutif n'ont force exécutoire qu'après la diffusion du procès-verbal et à condition qu'aucune observation n'ait été reçue des membres dans les 30 jours qui suivent la diffusion dudit procès-verbal.

#### Assemblée générale

31. La Fédération ne peut désigner un Comité exécutif composé de moins de 10 représentants.
32. Le Comité exécutif se réunit au moins une fois par an.
33. L'Assemblée générale traite les affaires suivantes à sa réunion bisannuelle :
- a) reçoit et adopte le Rapport annuel;
  - b) reçoit et adopte les comptes annuels vérifiés;
  - c) désigne les vérificateurs des comptes pour l'année;
  - d) traite toutes autres affaires autorisées par le(la) Président(e).
34. Durant la première année de fonctionnement de la Fédération, l'Assemblée générale peut être composée de 20 associations membres.
35. Le délai pour la convocation d'une Assemblée générale ne peut être inférieur à 45 jours avant la réunion, y compris la date de celle-ci.
36. L'ordre du jour et les documents connexes doivent être envoyés aux membres de l'Assemblée générale au moins 30 jours à l'avance, y compris la date de la réunion.
37. Le quorum pour la réunion de l'Assemblée générale est le tiers des membres.

38. Le procès-verbal de la réunion de l'Assemblée générale est envoyé dans les 30 jours qui suivent la date de la réunion.

39. La notification, l'ordre du jour et le procès-verbal de la réunion sont envoyés sous pli recommandé.

Secrétaire général et autres fonctionnaires de la Fédération

40. Le Secrétaire général de la Fédération est désigné par le Comité exécutif.

41. Le Secrétaire général est le principal chef de l'administration de la Fédération et exerce les pouvoirs et fonctions qui lui sont confiés par le Comité exécutif.

42. Le Secrétaire général est un employeur durant son mandat et reçoit les traitements et indemnités déterminés par le Comité exécutif.

Rapport annuel, comptes et vérification

43. Le secrétariat établit à la fin de chaque année un rapport sur le travail de la Fédération réalisé pendant l'année et appelé rapport annuel et le présente à la prochaine réunion annuelle du Comité exécutif. Le rapport annuel est présenté à l'Assemblée générale tous les deux ans.

44. Le secrétariat établit à la fin de chaque année les comptes de la Fédération et les fait vérifier par les vérificateurs désignés à cet effet par l'Assemblée générale. L'Assemblée générale désigne, à son gré, d'autres vérificateurs pour vérifier les comptes de la Fédération lorsqu'ils le jugent approprié. Les comptes ainsi vérifiés et le rapport des vérificateurs y relatif sont présentés chaque année au Comité exécutif et tous les deux ans à l'Assemblée générale.

NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion spéciale du Groupe d'experts chargée  
d'étudier les modalités de création d'une  
association régionale des femmes-entrepreneurs

Nairobi (Kenya), 22-25 octobre 1991

LISTE DES PARTICIPANTS

1. Mrs. Joyce Banda  
National Chairperson,  
National Association of Business  
Women of Malawi  
Directrice/Propriétaire de :
  - Ndekan Garments,  
(Manufacturers of Industrial Garments)
  - Njaliwe Wholesale & Retail Shops
  - Kalindigza Bakery
  - Akambenge Estate Ltd.  
P.O. Box 51321  
Limbe, Malawi  
Tel: 635435/670551/631452
2. Mme Awa Dia Thiam  
Secrétaire générale  
Organisation des femmes-entrepreneurs et  
commerçantes de l'Afrique de l'Ouest  
Point E Villa 7A  
B.P. 5280  
Dakar, Sénégal  
Tel: 228809
3. Mme Ruvahafi Séraphine  
Conseiller économique à la Présidence de la République  
Présidente du Conseil de gestion de l'Association pour  
la promotion économique de la femme  
B.P. 1870  
Bujumbura, Burundi  
Tel: 226710 (Bureau)  
229190 (Domicile)
4. Mrs. Lucia Quachey  
Executive Director  
Lucia Manufacturing Industry Ltd.  
Ancienne Présidente de la Ghana Federation of  
Business and Professional Women (GFBPW)  
P.O. Box 7600  
Accra North, Ghana

5. Mrs. Begum Salma Ahmed  
President,  
Chief Executive  
- Pakistan Association of Women  
- Kashnri Cement Cooperation  
- Bhirai Rubber Industries Ltd.  
- Sarmast Cooking Oils Ltd.  
Hatin Alari Rd.  
Clifton Karachi, Pakistan  
Tel: 531822/532014/538584  
423964
6. Mr. Kreskna Nundur Bunjun  
Senior Economist/Consultant  
Ministry of Social Security  
Astor Court  
A2 Bonnetterre Yacoas,  
Port Louis, Maurice  
Tel: 686-6768
7. Mrs. Ngilu Kaluki Mwendwa  
Managing Director  
- ANI Plastics Kenya Ltd.  
- Luki Bakery Ltd.  
P.O. Box 51498  
Nairobi, Kenya  
Tel: 822064/822384/5
8. Mrs. Mumo Ruth Mueni  
General Manager/Director  
Ouendoor Bakeries Ltd.  
P.O. Box 44527  
Nairobi, Kenya
9. Mrs. Simegn Hailu  
Femme d'affaires  
P.O. Box 90436  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: 251-1-183932
10. Mrs. Florence Ruth Bonareri Oeri  
Head of Kenya Women's Bureau  
P.O. Box 30276  
Nairobi, Kenya  
Tel: 228288
11. Mrs. Ngunu Miriam  
Senior Social Development Officer  
Kenya Women's Bureau  
P.O. Box 30276  
Nairobi, Kenya

12. Mrs. Okenye Rael  
Senior Social Development Officer  
Kenya Women's Bureau  
Nairobi, Kenya  
Tel: 228288
13. Ms. Nyambu Jane  
Assistant Accountant  
Kenya Women Finance Trust (KWFT)  
P.O. Box 55919  
Nairobi, Kenya  
Tel: 225595/220856

Observatrices

14. Mrs. Connie Shampa  
Femme d'affaires  
P.O. Box 75518  
Nairobi, Kenya
15. Mrs. Alice Gitoho Mbogo  
P.O. Box 47532  
Nairobi, Kenya
16. Mrs. Genet Dama  
Designer Leather Garment  
P.O. Box 3182  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: 552816
17. Mrs. Almaz H. Selassie  
ECA/ATRCW (IAC)  
P.O. Box 3005  
Addis Ababa, Ethiopia
18. Mrs. Almaz Gebru  
UNDP Programme Officer  
Nairobi, Kenya  
Tel: 228776

Secretariat du CARFF de la CEA

19. Mrs. Mary Tadesse  
Chief ECA/ATRCW  
P.O. Box 3005  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: 251-1-517200
20. Mrs. Françoise Wege  
ECA/ATRCW Social Affairs Officer  
P.O. Box 3005  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: 251-1-517200